

LES PROPOSITIONS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE EN  
MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE—LA  
QUESTION D'UNE CONFÉRENCE FÉDÉRALE—  
PROVINCIALE-MUNICIPALE

**M. David Lewis (York-Sud):** Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au premier ministre s'il a reçu un exemplaire du dernier rapport du Conseil économique du Canada qui, d'après les nouvelles parues dans les journaux, recommande instamment l'adoption de mesures spéciales pour atténuer le taux actuellement très élevé de chômage et le taux élevé prévu cet hiver. Le gouvernement songe-t-il à adopter des mesures de ce genre?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, le député veut probablement parler du rapport annuel déposé à la Chambre il y a un jour ou deux, conformément à la loi et qui date du début de juillet je crois. Par conséquent, ses renseignements ne sont pas tout à fait à jour.

**M. Lewis:** Monsieur l'Orateur, ce n'est pas de cela que je parle. Je ne vais pas discuter avec le premier ministre, je voudrais demander précisément, sans invoquer le rapport, si le gouvernement entend convoquer une conférence des provinces et des municipalités, non pas en décembre ou en janvier, mais immédiatement, afin d'aboutir à des travaux susceptibles de créer des dizaines de milliers d'emplois au Canada cet hiver.

**Le très hon. M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, il se peut que le député ait été absent de la Chambre, mais il y a un ou deux jours j'ai expliqué que je tentais d'organiser une rencontre avec les provinces et que j'avais déjà proposé quatre dates en octobre et novembre. Il reste encore difficile de se mettre d'accord sur l'une ou l'autre de ces dates, mais dès que j'aurai été informé par les provinces des dates auxquelles elles peuvent assister à une telle rencontre, je l'organiserai. Je n'exigerai pas, comme le voudrait le député, que les représentants des provinces s'amènent ici immédiatement.

**M. Lewis:** Monsieur l'Orateur, j'étais à la Chambre lorsqu'on a posé la question et qu'on y a répondu; le premier ministre a dit qu'il cherchait une rencontre au sujet de questions non constitutionnelles. Je suis aussi au courant des lettres qui lui ont été adressées et de celles qu'il a expédiées. Je veux lui demander s'il a invité les provinces, et par leur intermédiaire les municipalités, à venir à Ottawa s'entretenir d'un programme d'hiver pour lutter contre le chômage ou s'il a demandé aux provinces de venir discuter de questions générales, sans mention spéciale du problème du chômage.

**Le très hon. M. Trudeau:** J'ai aussi expliqué cela à la Chambre. Cet été, j'ai écrit aux provinces pour obtenir leur approbation d'une date au début de l'automne. Nous n'avons pas l'habitude d'entamer la discussion de l'ordre du jour avant de convenir d'une date possible, mais j'ai dit publiquement à la Chambre même que le gouvernement avait l'intention de donner la priorité à l'économie. La Chambre doit se rendre compte que même si la question ne figurait pas à l'ordre du jour, les provinces auraient pu

demander à l'inclure. Dans ces conditions, je ne sais pas ce que le chef néo-démocrate veut de plus.

**M. Lewis:** Monsieur l'Orateur, dois-je comprendre de la réponse du premier ministre qu'il n'a pas pris l'initiative de convoquer une conférence spéciale afin de discuter des travaux à entreprendre cet hiver pour résoudre le chômage?

**Le très hon. M. Trudeau:** Oui, monsieur l'Orateur. Le chef du Nouveau parti démocratique peut comme toujours tirer les conclusions qu'il veut d'une prémisse. Les faits sont tels que je l'ai dit: j'essaie d'organiser une rencontre avec les premiers ministres des provinces sur les sujets à discuter. Je leur ai dit que l'une des questions à l'étude serait celle même que le député a mentionnée, mais je ne comprends pas par quelle logique il peut en conclure que j'obtiendrais de meilleurs résultats en disant aux premiers ministres de venir discuter tout de suite de cet article de l'ordre du jour.

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings):** J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le gouvernement a-t-il l'intention de proposer aux représentants provinciaux un plan déterminé ou des mesures spéciales pour combattre le chômage très répandu et les prix et les coûts élevés, comme le recommande le Conseil économique du Canada dans le rapport qu'il présentait au gouvernement récemment et que celui-ci a entre les mains depuis assez longtemps? Est-ce là son intention?

**Le très hon. M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, tout comme dans la question du chef du Nouveau parti démocratique, je ne saisis pas s'il s'agit du rapport annuel, comme je le pense, ou de quelque autre rapport comme le prétendait le chef du NPD sans préciser à quel rapport il pensait, si tant est qu'il pensait du tout.

• (2.30 p.m.)

**L'hon. M. Hees:** Monsieur l'Orateur, de toute façon, il est parfaitement clair que le rapport dont je parle est celui qui a été remis récemment au premier ministre et au gouvernement. Je lui demande s'il entend prendre des mesures précises ou non.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je donne la parole au député de Témiscamingue.

**L'hon. M. Hees:** Monsieur l'Orateur, sur un ton courtois et sans chercher de controverse, j'ai posé au premier ministre une autre question supplémentaire. Je lui ai demandé s'il comptait faire certaines choses dans l'intérêt des Canadiens. A mon sens, il n'y a pas de raison pour que le premier ministre refuse de répondre. Je me suis contenté de demander s'il comptait, comme par le passé, faire fi des recommandations faites au gouvernement par le Conseil économique du Canada. J'attends une réponse. Qu'il se lève et me réponde!

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je ferai remarquer au député que sa question n'est pas réglementaire telle qu'il l'a posée.

**L'hon. M. Hees:** Ah! ce pays peut être fier d'avoir un pareil gouvernement!

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie.